



NE PAS LAISSER LES MAIRES SEULS FACE À L'IMMIGRATION ILLÉGALE

Les Maires doivent être associés au débat sur l'immigration. Là où le Parlement a la possibilité de contrôler le Gouvernement, nous souhaitons que les Maires puissent aussi être les garants la fermeté prônée par le gouvernement.

C'est forte des contributions et de l'expérience de ses maires, de ses élus, de ses adhérents et de ses experts, que La France Audacieuse, porte aujourd'hui les préoccupations des maires de France dans ce débat avec 10 propositions.

FAIRE DES MAIRES LES GARANTS DE LA FERMETÉ PRÔNÉE PAR LE GOUVERNEMENT.

> Donner aux maires qui le souhaitent l'accès à l'information.

Comme l'a fait le gouvernement sur les fichés S, nous demandons au gouvernement un droit d'information des maires de tous les déboutés du droit d'asile sur son territoire et de toutes les personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français ainsi que du suivi des dossiers.

Cela permettrait à chaque maire de vérifier si les reconduites à la frontière sont bien effectuées là où 90% des déboutés du droit d'asile ne sont pas reconduits, et aux polices municipales de contribuer à la lutte contre l'immigration illégale.

> Supprimer totalement l'AME en dehors des causes humanitaires.

En tant que Maires, nous en avons assez de voir nos hôpitaux engorgés de personnes qui viennent en France uniquement pour se faire soigner grâce à l'Aide Médicale d'Etat. Il faut supprimer cette aide, sauf pour les causes relevant du droit humanitaire international.

> Cesser de financer les nuitées d'hôtel des demandeurs d'asile.

Afin de mieux contrôler et ne pas disperser sans le savoir des demandeurs d'asiles dans nos rues, nous demandons que ceux-ci soient exclusivement hébergés dans des centres dédiés gérés par l'Etat.

ADAPTER LE CADRE LÉGISLATIF AUX ENJEUX ACTUELS

> Toute condamnation d'un réfugié doit entraîner immédiatement la remise en cause de ce statut.

La plus grande sévérité doit être observée à l'encontre des réfugiés qui, par leur comportement, ont bafoué les règles de la République. Aussi, tout réfugié condamné doit perdre ce statut protecteur.

> Supprimer la circulaire Valls permettant la régularisation des étrangers sans papiers.

Cette circulaire a eu des conséquences catastrophiques dans nos villes, en ayant régularisé plusieurs dizaines de milliers de clandestins. Elle doit être supprimée.

> Réduire massivement le regroupement familial.

Les conditions doivent être revues en augmentant la durée minimum de résidence à 2 années et en augmentant de 50% le niveau de ressources minimum.

> Voter une loi de programmation annuelle au Parlement.

Nous demandons que la représentation nationale ait chaque année un débat annuel avec des objectifs chiffrés par catégorie d'immigration. Ce système pourrait également favoriser une immigration choisie axée sur nos besoins économiques après consultation des élus locaux.

« Je demande que l'immigration ne soit pas qu'un débat entre le gouvernement et le Parlement, mais aussi avec les Maires qui sont confrontés en premier à tous les problèmes »

CHRISTIAN ESTROSI
Délégué général

SE DONNER LES MOYENS DE SAVOIR QUI RENTRE SUR NOTRE TERRITOIRE

> Obliger les demandes d'asile à être instruites obligatoirement depuis nos ambassades.

Toutes les demandes d'asiles doivent désormais se faire depuis les pays d'origines sans que les personnes concernées ne viennent en France.

> Renégocier les accords de Schengen et restreindre un Schengen 2 aux seuls Etats qui satisfont aux exigences d'un contrôle rigoureux.

En cas de défaillance d'un Etat membre dans le contrôle des frontières extérieures de l'Union, nous demandons la mise en place d'une procédure de sauvegarde permettant de l'exclure temporairement de l'espace Schengen.

> Instaurer une taxe européenne sur les visas et les titres de séjour pour les touristes étrangers permettant de doubler les effectifs de garde-frontières et de garde-côtes

Sur le modèle de l'ESTA américain, nous proposons de renforcer le budget de notre sécurité collective en faisant porter ce poids financier aux voyageurs qui viennent en France.



#laDroitedesTerritoires
WWW.LA-FRANCE-AUDACIEUSE.FR